

Les bureaucraties étatiques

Justification des recherches

Adopter une démarche réaliste envers la gouvernance dans le secteur public

Une attitude fréquente envers les dysfonctions des bureaucraties étatiques en Afrique consiste à se contenter de déplorer les diverses façons dont les pratiques des agents de l'État s'écartent des normes formelles censées les gouverner. Il est nécessaire, selon nous, de commencer à rechercher de nouvelles pistes de politique à suivre en examinant de près la « gouvernance réelle » de la prestation de biens et services publics par les États africains.

Une perspective de « back office »

Les recherches en sciences sociales portant sur les services publics en Afrique adoptent généralement une perspective externe d'un genre ou d'un autre. Elles ne s'immiscent pas au sein des organismes responsables des services afin de chercher à comprendre pourquoi au juste ceux-ci se comportent de la façon dont ils le font. Par ailleurs, lorsque les recherches portent sur l'interface entre les prestataires et les usagers, elles ont tendance à se concentrer sur ce que l'on pourrait appeler le « front office », autrement dit le contact avec le public. Or selon nous il est aussi nécessaire de découvrir le monde opaque du « back office », ou arrière-guichet, et de se concentrer sur l'univers particulier où évoluent les fonctionnaires eux-mêmes. C'est la tâche qu'entreprend ce groupe de recherche.

Explorer les réalités de la gouvernance dans le secteur public

Le Groupe de recherche sur les bureaucraties étatiques s'intéresse à la prestation des biens et des services publics par les organismes administratifs des États africains.

Il part du principe que la « gouvernance réelle » des services publics en Afrique a un caractère hybride, de forts éléments informels étant à l'œuvre parallèlement à des règles et procédures bureaucratiques formelles. Le plus souvent, le comportement des fonctionnaires est gouverné non pas par un ensemble unique de règles mais par une pluralité de cadres normatifs, y compris ce que nous nommons respectivement les normes officielles, les normes sociales, les normes professionnelles et les normes « pratiques ».

Nous ne sommes toutefois pas convaincus par le postulat conventionnel selon lequel informalité implique automatiquement dysfonctionnement. Nous examinons donc les différentes façons dont la « gouvernance réelle » fonctionne en pratique, en accordant une attention particulière aux exemples où les résultats sont relativement positifs du point de vue du développement économique et social.

Les recherches portent actuellement sur les services relatifs aux forêts et à l'eau au Sénégal et au Niger - les bureaucraties étatiques dont les responsabilités se concentrent sur la protection des ressources naturelles et la réglementation de leur exploitation. La première phase des recherches consiste à apprendre à connaître les cultures professionnelles des membres de ces vieux services publics en uniformes, et les diverses logiques de responsabilité auxquelles elles sont soumises. Nous identifierons ensuite les conditions dans lesquelles les formes de comportements hybrides, rendus nettement informels, des membres de ces bureaucraties peuvent avoir des effets positifs sur le plan de l'accès aux ressources naturelles, de leur gestion et de leur protection.

En 2010, ce groupe de recherche sera élargi afin d'incorporer les recherches menées sur le cheptel national et les services d'irrigation au Niger.

Publié par le **Programme Afrique : pouvoir et politique**, initiative de recherche quinquennale entreprise par un consortium d'organisations en France, au Ghana, au Niger, en Ouganda, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Le Programme APPP est financé par l'agence britannique du développement international (DfID) et le programme de développement irlandais Irish Aid. Pour plus de détails, voir www.institutions-africa.org

Pour plus de renseignements, visitez www.institutions-africa.org ou contactez le directeur du Groupe de recherche sur les bureaucraties étatiques : **Dr Giorgio Blundo** (giorgio.blundo@univmed.fr).